



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
16 mai 2017
Français
Original : anglais

Réunion des États parties

Quatrième réunion

New York, 20 juin 2017

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément au paragraphe 4 de l'article 26

de la Convention internationale pour la protection

de toutes les personnes contre les disparitions forcées,

de cinq membres du Comité des disparitions forcées,

en remplacement de ceux dont le mandat prend fin le 30 juin 2017

Élection de cinq membres du Comité des disparitions forcées en vue de remplacer ceux dont le mandat arrive à expiration le 30 juin 2017

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément à l'article 26 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la quatrième réunion des États parties doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 20 juin 2017, afin d'élire cinq membres du Comité des disparitions forcées, à partir d'une liste de candidats choisis par les États parties parmi leurs ressortissants, en vue de remplacer ceux dont le mandat arrive à expiration le 30 juin 2017.
2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 26 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 27 octobre 2017, a invité les États parties à présenter jusqu'au 3 février 2017 des candidatures pour l'élection de cinq membres du Comité. Des renseignements concernant cinq candidats figurent dans le document CED/SP/4/2. Les candidatures des deux personnes suivantes ont été reçues après le délai fixé au 3 février 2017 : Mohammed Ayat (Maroc) et Milica Kolaković-Bojović (Serbie).
3. Le curriculum vitae des candidats susmentionnés, tel que transmis par les gouvernements concernés, est reproduit en annexe du présent document.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (le 8 juin 2017).



Annexe

Curriculum vitae*

Mohammed Ayat (Maroc)

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1950 à Rabat (Maroc)

Langue(s) de travail : Arabe, anglais et français

Situation/fonction actuelle

- Conseiller spécial du Procureur de la Cour pénale internationale, chargé de la coopération avec la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
- Expert indépendant sur le renforcement des capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme
- Membre du Conseil national des droits de l'homme du Maroc

Principales activités professionnelles

- Conseiller juridique principal et représentant spécial du Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda
- Professeur de droit émérite à l'Université Mohamed V, Rabat
- Avocat devant la Cour suprême marocaine (Association du barreau de Rabat)
- Président du Réseau de recherche sur la justice pénale internationale, Université Mohamed V, Rabat
- Ancien juge et procureur adjoint
- Intervenant, consultant et chercheur dans plusieurs domaines, tels que le génocide, les violations flagrantes des droits de l'homme, la justice de transition, les disparitions forcées, la protection des défenseurs des droits de l'homme, la criminalité organisée, les situations d'après conflit, la préservation de la mémoire, la torture, la détention arbitraire et l'impunité
- Formateur pour juges, avocats et agents de l'État, ainsi qu'auprès des institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile, dans les domaines de la justice et des droits de l'homme

Formation

- Doctorat en droit, faculté de droit, Université des sciences sociales de Toulouse (France) (1979)
- Diplôme d'études approfondies en sciences criminelles, Université des sciences sociales de Toulouse (France) (1976)
- Diplôme d'études approfondies en sociologie, Université Toulouse-Le Mirail (France) (1982)
- Ancien étudiant, Programme Fulbright, Rutgers University, New Jersey (États-Unis d'Amérique)

* Les curriculum vitae n'ont pas été revus par les services d'édition.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des disparitions forcées

- Ancien membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (2009-2010)
- Membre du groupe de travail chargé de la promotion de la culture des droits de l'homme et la consolidation de la construction démocratique au Conseil national des droits de l'homme du Maroc (proposant des recommandations et des avis consultatifs au Gouvernement et au Parlement en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme par le biais de l'éducation, de la formation, de la communication et de la sensibilisation)
- Chercheur sur les questions relatives aux violations flagrantes des droits de l'homme, notamment concernant les disparitions forcées et leurs conséquences, les recours possibles et les garanties de non-répétition
- Membre du Comité scientifique de la Société internationale de criminologie
- Président du Forum international sur le génocide : « Vers une compréhension de ses processus et des moyens de sa prévention », 5 et 6 mai 2016, Université Mohamed V, Rabat
- Intervenant sur les questions relatives aux droits de l'homme, à la justice et aux situations d'après conflit dans une perspective régionale (Afrique et régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord)

Publications les plus récentes dans le domaine intéressant le mandat du Comité des disparitions forcées

Livres

- « À la recherche des racines biopsychologiques du crime », collection *Savoir criminologique* (édité par Mohammed Ayat) n° 3, aux éditions Almaarif Al Jadida, Rabat, 1998 (208 p.)

Articles

- « The Moroccan Experience in Transitional Justice » dans *The Pursuit of Justice of International Criminal Justice, A World Study on Conflicts, Victimization and Post-Conflict Justice*, M. Cherif Bassiouni, (éd.) Intersentia, janvier 2010, p. 5 à 25 (en anglais)
- « The Algerian Experience in Transitional Justice » dans *The Pursuit of Justice of International Criminal Justice, A World Study on Conflicts, Victimization and Post-Conflict Justice*, M. Cherif Bassiouni, (éd.) Intersentia, janvier 2010, p. 26 à 45 (en anglais)
- « Should the Military be granted immunity for core crimes? Comments on a Draft Law », publié en 2013, www.Lacom.com (en arabe)
- « Justice Internationale pour la paix et la réconciliation », *International Criminal Law Review*, La Haye, 2006, vol. 7, p. 391 à 424 (en français)

Milica Kolaković-Bojović (Serbie)

Date et lieu de naissance : 17 février 1984 à Belgrade

Langue(s) de travail : Anglais et serbe

Expérience professionnelle

- Dix années d'expérience, acquise en particulier dans domaines de la réforme du système de justice pénale, des droits de l'homme, des normes internationales, de la réforme judiciaire et de l'intégration dans l'Union européenne, dans un contexte de transition et de perspective de développement de la Serbie ;
- Coordination de l'élaboration des politiques et de l'évaluation de la réforme conformément aux normes de l'ONU et à l'acquis communautaire de l'Union européenne dans les domaines de la justice pénale, de la réforme de la justice et de l'intégration dans l'Union européenne (depuis 2012 : coordonnatrice et/ou experte de nombreux groupes de travail pour la rédaction des principaux documents stratégiques, de lois et de procédures; 2012-2014 : spécialiste de la réforme du ministère public, Multi Donor Trust Fund for Justice Sector Support in Serbia (MDTF-JSS), Ministère de la justice);
- Travail académique (2009-2012 : professeur d'université – Criminal Law Cathedra, Université de Belgrade, faculté de droit; depuis 2008 : chercheuse associée – Institute of Criminological and Sociological Research, Belgrade; auteure de plus de 50 publications, études juridiques et analyses; membre de la Serbian Society for Criminology and Criminal law);
- Renforcement des capacités des institutions de l'État dans les domaines de la réforme du système judiciaire, des droits de l'homme et de l'adhésion à l'Union européenne : (depuis 2012) création des supports de formation et coordination des ateliers et des formations à l'intention des juges, des procureurs et des agents de la fonction publique.

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2015 : Présidente du Conseil pour la mise en œuvre du plan d'action relatif au chapitre 23 – Appareil judiciaire et droits fondamentaux (organe d'experts créé par le Gouvernement de la République de Serbie pour suivre et évaluer les activités liées à la réforme judiciaire, à la lutte contre la corruption et à la protection des droits fondamentaux);
- Depuis 2008 : chercheuse associée – Institute of Criminological and Sociological Research, Belgrade;
- Depuis 2012 : spécialiste de la réforme du système de justice pénale – coordonnatrice de l'unité de facilitation d'intégration de la réforme (RAFU)/MDTF-JSS, Ministère de la justice, République de Serbie.

Formation

2016	Doctorat en droit pénal et procédures pénales, Université de Belgrade, faculté de droit (Achèvement des procédures pénales dans un délai raisonnable);
2008	Maîtrise en droit pénal et procédures pénales, Université de Belgrade, faculté de droit
2007	Licence en droit, Département du système juridique, Université de Belgrade, faculté de droit (département judiciaire);

Visites d'étude 2014 : Royaume-Uni, Londres (Organisation de la magistrature : efficacité, aide juridique gratuite, enregistrement des procédures judiciaires); 2015 : Irlande, Dublin (Système d'appui aux victimes); 2016 : Pays-Bas (Protection et soutien des victimes et des témoins).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des disparitions forcées

- Coordonnatrice et membre d'équipes d'experts pour la rédaction des principaux documents stratégiques traitant de la réforme du système de justice pénale, de la réforme du système judiciaire et de la protection des droits de l'homme dans la République de Serbie (Stratégie nationale pour la poursuite des auteurs de crimes de guerre, stratégie pour les enquêtes et les poursuites concernant les crimes de guerre, plan d'action relatif au chapitre 23, stratégie nationale de réforme judiciaire);
- Création du mécanisme de contrôle et d'évaluation des réformes dans le domaine de la poursuite des auteurs de crimes de guerre;
- Membre du Comité directeur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour le projet d'aide aux victimes et aux témoins (depuis 2016);
- Volontaire, Service d'aide aux victimes, Victimology Society of Serbia (2007-2009).

Publications les plus récentes dans le domaine intéressant le mandat du Comité des disparitions forcées

- Kolaković-Bojović, M. (2017) "Enforced Disappearances in Serbian Criminal legislation" dans *Journal of Criminology and Criminal Law*, n° 1;
- Kolaković-Bojović, M. (2017) "Place of the UN Committees' Recommendations in strengthening professional capacities of judges and public prosecutors" dans *Journal of the Institute of Criminological and Sociological Research*, n° 1;
- Kolaković-Bojović, M. (2016) "Achieving EU standards regarding support to victims of crime : Serbian approach" dans *Preventing Victimization in Vulnerable Communities*, Institute of National Economy & General Inspectorate of Romanian Police, Bucarest;
- Kolaković-Bojović, M. (2016) "Victims' and witnesses' support in the context of the accession negotiations with EU" dans *European Integration : Justice, Liberty and Security*, vol. 2, Belgrade, police Academy & Hanns Seidel Stiftung, p. 355 à 366;
- Kolaković-Bojović, M. (2015) "Efficiency of war crimes proceedings before Serbian courts" dans *Journal of the Institute of Criminological and Sociological Research*, n° 1, p. 155 à 167.